



« Agonie du macronisme », « retour aux urnes » : les réactions parlementaires, en Creuse, à la démission de Lecornu

LA MONTAGNE

« Agonie du macronisme », « retour aux urnes » : les réactions parlementaires, en Creuse, à la démission de Lecornu

Que pensent les parlementaires creusois de la démission ce lundi de Sébastien Lecornu, et de la confuse situation politique actuelle ?

Publié le 06 octobre 2025 à 14h41 • Mis à jour le 06 octobre 2025 à 17h00 •



« Agonie du macronisme », « retour aux urnes » : les réactions parlementaires, en Creuse, à la démission de Lecornu



Sébastien Lecornu, alors ministre des armées, à la Foire du livre de Brive en 2024.
© Stéphanie Para

Le député de l'Union des droites pour la République (ciottiste, alliée du RN) Bartolomé Lenoir a, comme régulièrement, choisi de s'exprimer via une vidéo sur ses réseaux sociaux :

« En fait, on assiste à l'agonie du macronisme et à une fin de règne de toutes ces politiques qui nous ont menés dans le mur. Le pompon, c'était quand même l'arrivée au gouvernement de Bruno Le Maire qui est responsable de 1.000 milliards de dettes et qui nous a aussi causé la situation dans laquelle nous sommes.

« Le feu aux poudres »

Face à tout cela, je suis persuadé qu'il faut qu'on retrouve une unité, une majorité, une vision à droite pour notre pays et j'appelle solennellement à l'union de la droite. C'est pour ça que je me suis présenté au sein de l'UDR qui est l'union de la



« Agonie du macronisme », « retour aux urnes » : les réactions parlementaires, en Creuse, à la démission de Lecornu

droite pour la République (...), notamment ici dans la Creuse où le péril de l'ultra-gauche est devenu si important dans les mois à venir.

À lire aussi [Démission du Premier ministre : notre direct](#)

Pour le sénateur socialiste Eric Jeansannetas, « Bruno Retailleau a mis le feu aux poudres dès dimanche soir avec ses déclarations et, effectivement, Sébastien Lecornu a dû conclure lundi matin qu'il n'était plus en mesure de gouverner. Ce gouvernement apparaissait déjà comme disloqué à peine nommé. Il est difficile en effet de dire qu'on produit une rupture en nommant à nouveau les mêmes, et le retour de Bruno Le Maire apparaît comme une provocation.

La Montagne - Politique - Dissolution de l'Assemblée, démission... Quelles options pour Emmanuel Macron après la chute du gouvernement Lecornu ?

Politique - EN DIRECT - Les Écologistes vont...

À lire aussi [Gouvernement éclair, facture salée : ce que vont toucher les ministres nommés par Sébastien Lecornu ce dimanche](#)

Aujourd'hui il me semble qu'il est nécessaire de revenir aux urnes mais c'est au Président de la République de s'exprimer. On présentait Sébastien Lecornu, un fidèle, comme son dernier rempart. Il est désormais seul face à la France. »

Jean-Jacques Lozach, l'autre sénateur socialiste représentant le département, voit dans la démission du Premier ministre « l'un des coups de théâtre de l'histoire de la Ve République ». « J'ai bien écouté l'intervention de Sébastien Lecornu en ce qui concerne la responsabilité de cette situation et, s'il parle d'abord de l'ensemble des formations politiques, il pointe bien les divisions du socle commun qui réunissait la droite et les macronistes. »

Vu du Palais du Luxembourg, Jean-Jacques Lozach identifie quatre scénarios politiques désormais. D'abord « une dissolution de l'Assemblée nationale, mais qui risque de ne rien changer : elle reproduirait sans doute la tripolarisation actuelle sans qu'aucun bloc ne soit proche d'une majorité absolue ». Puis « la démission du



« Agonie du macronisme », « retour aux urnes » : les réactions parlementaires, en Creuse, à la démission de Lecornu

Président de la République, à laquelle je ne crois pas alors que le contexte international est très tendu et que le pays a besoin d'une certaine stabilité institutionnelle ».



Autre hypothèse « la nomination d'un gouvernement technique pour aller jusqu'aux élections de 2027, qui serait bâti sur un contrat de gouvernement a minima ». Et enfin « voir un nouveau Premier ministre renverser la table et se tourner vers la gauche. Le parti socialiste a déjà donné ses exigences sur le sujet il y a un mois, par exemple rouvrir le débat sur les retraites ».

Quelle que soit la suite de cette histoire politique, Jean-Jacques Lozach juge que nous vivons « une crise de régime face à laquelle il garde l'espoir d'un sursaut de la classe politique ».

Face aux pressions relatives à l'adoption du budget de la nation (et de celui de l'Assurance maladie), les deux sénateurs socialistes, sans nier l'urgence du calendrier actuel, rappellent que « comme l'an dernier une loi spéciale peut être adoptée et l'État ne sera pas paralysé ». Soulignant que « début 2025 c'est le choix du PS de ne pas censurer qui a permis d'avoir un budget », Jean-Jacques Lozach prévient : « ceci ne permettrait pas d'en modifier la trajectoire, en recettes comme en dépense, alors que nous avons besoin de plus de moyens pour nos services publics, notre défense, la transition écologique... »